



Rendre les transports gratuits à Grenoble : qu'est-ce qu'on attend ?

Il y a urgence sociale

L'appauvrissement provoqué par la crise sanitaire renforce le besoin de la gratuité des transports publics urbains et de l'augmentation de leurs fréquences. En effet, le tarif dit « solidaire » actuellement en vigueur dans la métropole grenobloise ne joue pas son rôle, car peu de personnes pauvres y ont droit. En effet, pour en bénéficier il faut avoir un quotient familial inférieur à 706 € alors que le seuil de pauvreté est de 1 063 €. De plus, les démarches sont telles que des ayants-droit n'arrivent pas à en bénéficier. La gratuité des transports publics urbains contribuerait à réduire la pauvreté tout en favorisant la mixité sociale.

Il y a urgence écologique et sanitaire

Les médias français nous parlent de quelque 77 000 morts en 11 mois causés par la COVID mais oublient de nous informer que 48 000 personnes meurent chaque année de la pollution atmosphérique. L'État français a été condamné tant par la Cour de justice de l'Union Européenne que par le Conseil d'État pour son inaction depuis 2013 contre la pollution atmosphérique persistante dans une quinzaine de zones urbaines dont celle de Grenoble. Or, c'est aux alentours des grands axes urbains que la pollution atmosphérique, notamment par le dioxyde d'azote, est la plus intense.

Par ailleurs, au moment où l'on vient de faire un bilan de l'Accord de Paris de 2015 sur le climat, bilan très en deçà des objectifs français fixés, il est plus que temps de réduire la production de gaz à effet de serre, dont le gaz carbonique.

Le transport étant le secteur produisant le plus de gaz carbonique et l'automobile produisant plus de gaz polluants que les transports en commun, il faut inciter les gens à laisser leur automobile au garage. Pour ce faire, la gratuité totale est une mesure qui ailleurs a déjà donné des résultats. Ainsi, un an après l'instauration dans l'agglomération dunkerquoise, la fréquentation du réseau a augmenté de 85,5%, et 48% des nouveaux usagers prenant auparavant leur voiture.

Le développement de la gratuité

Depuis 1975, les unes après les autres, des villes françaises ont sauté le pas. Et, au fil du temps, la taille des nouvelles villes concernées augmente : Compiègne (38 000 habitants cette année-ci) en 1975, Aubagne (100 000 habitants) en 2010, Dunkerque (200 000 habitants) en 2018. À l'automne dernier, trois grandes agglomérations (Montpellier, Rouen, Nancy) ont décidé d'instaurer cette gratuité pour un ou deux jours de chaque week-end. Pour ce qui est de Montpellier (435 000 habitants), la gratuité devrait être totale en 2025. Dans la métropole lyonnaise, les 130 000 plus

démunis bénéficient de cet avantage depuis le 1^{er} janvier. À celle de Strasbourg, à partir de septembre, les mineurs bénéficieront de cette gratuité. À l'étranger, les transports publics sont gratuits à Tallinn (capitale de l'Estonie, 427 000 habitants) depuis 2013. Au Luxembourg, l'ensemble des transports publics sont gratuits sur tout le territoire depuis 2020. Grenoble doit suivre le mouvement si elle veut vraiment être considérée comme un modèle de ville écologique.

Pour un service amélioré

Pour inciter les gens à délaisser leur automobile, il faut aussi continuer à améliorer le réseau : instaurer des lignes de RER sur les voies ferrées existantes, créer et agrandir les parkings-relais à proximité des gares et à l'entrée de l'agglomération, prolonger le réseau de tramway, étendre en soirée les services, augmenter les fréquences et raccorder les réseaux de la métropole avec ceux du Voironnais et du Grésivaudan.

Comment financer ?

En pleine crise de la COVID, l'État n'a pas aidé les transports publics à la même hauteur que le reste de l'économie. Bien sûr, la gratuité demandera des financements. Pour cela, en plus des dotations des différentes collectivités locales et de l'État à rétablir à leurs niveaux antérieurs, nous préconisons, par exemple, l'augmentation de la taxe mobilité payée par les entreprises de plus de 10 salariés. Par ailleurs, les effets bénéfiques attendus d'une forte diminution du trafic routier sur la qualité de l'air, l'empreinte carbone et les infrastructures routières, généreront en retour des économies très importantes pour la collectivité toute entière.

**Pour améliorer les transports publics,
en obtenir la gratuité**

**Manifestation le 12 mars
de 12h à 14h**

**De la CCI (place André Malraux) à la
Métro en passant par la Préfecture**



COLLECTIF POUR LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS PUBLICS DE L'AGGLOMÉRATION GRENOBLOISE

Comprenant ATTAC, CGT, Ensemble!38, LFI, FSU, Génération.s, NPA, PCF, Solidaires, Soutenu par UNL et UEG

<http://www.gratuite-transports-publics.ouvaton.org>